

Par **Bénédict de Saint-Laurent**, Conseiller scientifique, **ANIMA**

Pays arabes : des sociétés corsetées qui parviennent mal à exprimer tout leur potentiel de développement économique

L'Egypte est passée d'environ 18,5 millions d'habitants à la sortie de la 2ème guerre mondiale à plus de 85 aujourd'hui. Elle portera 111 millions d'habitants en 2030 (scénario moyen des Nations Unies). C'est un défi énorme, comme si la France de 2010 avait dû passer des 40 millions d'habitants de 1945 à 184 millions en 2010 (et 240 millions en 2030 !).

Quel casse-tête pour les gouvernants ! L'Egypte est à l'image de la rive sud de la Méditerranée. Même si le pays dispose de grandes et belles ressources –peuple, culture, sites, patrimoine, ensoleillement, positionnement sur le canal de Suez, pétrole et surtout gaz etc.-, il souffre aussi de fortes contraintes dès lors que ces ressources doivent être utilisées intensivement -espace agricole réduit, ressources en eau insuffisantes, environnement souvent sensible-, mais aussi d'une proportion élevée d'analphabètes, de retards technologiques, et d'un manque d'infrastructures.

Bien qu'assez diversifiée, l'économie reste plutôt basique (industries traditionnelles, textile, construction, métallurgie, chimie, engrais, logistique...), parfois fragile (tourisme), assez rarement à la pointe (sauf pour la téléphonie mobile, les médias, le cinéma...). Dans la plupart des secteurs, un modèle intégré de conglomérats d'origine familiale ou militaro-étatique domine l'industrie de façon peu créative. Le subordonné n'est guère incité à faire oeuvre d'imagination...

Dans ce contexte, la création chaque année du million d'emplois qu'imposerait le simple maintien d'un taux de chômage pourtant excessif est un vrai défi ! Les comptes extérieurs du pays sont déficitaires (balance commerciale de -25 milliards de dollars pour 2009-2010). Un Etat très centralisé n'a guère de marges de manoeuvre pour prendre des initiatives économiques fortes.

D'autres ressources ont pris le relais : les investissements étrangers (IDE) ont été considérés comme une solution majeure pour équiper et moderniser l'outil industriel national ; souvent qualifiés, les travailleurs émigrés ont à la fois diminué la pression sur le marché domestique du travail et transféré des ressources utiles pour la survie des ménages restés au pays; l'ouverture au tourisme international a été une réussite, malgré un impact mitigé sur l'environnement et la société.

Du point de vue strictement économique, un développement indéniable a été possible pendant la dernière décennie, d'ailleurs salué par le titre de « topreformer » attribué par la Banque Mondiale (Doingbusiness 2008) ou les performances obtenues en matière d'IDE. Ceci n'est apparemment pas suffisant. Tous ces efforts ont à l'évidence pesé sur la population, mais cette dernière, dans son ensemble, n'a pas reçu tous les dividendes de lamodernisation engagée –en particulier une classe moyenne ou étudiante fortement conscientisée par les médias et internet a eu le sentiment que les bénéfices étaient confisqués par une toute petite frange de privilégiés.

Pour prendre un autre exemple régional (Algérie), les flux sortants illégaux (argent de la corruption placé en Suisse ou ailleurs) équivaldraient selon certaines estimations à la somme des transferts de migrants, des IDE et des revenus du tourisme (soit environ 5 mds €) : dans ces conditions, pour les honnêtes travailleurs domestiques, à quoi bon créer de la valeur, si c'est pour qu'elle leur échappe pour l'essentiel ?

<http://medassociationpourlapromotiondelunionpourlamediterranee.blogs.midilibre.com/archive/2011/02/21/pays-arabes-des-societes-corsetees-qui-parviennent-mal-a-exp.html>